



[Nom du Fonds/Programme Conjoint]
**RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹**

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2011

Titre du Programme & Référence du projet

- Titre du Programme: Accès des communautés rurales aux services financiers de proximité pour le développement des activités économiques et la sécurisation des revenus et des transferts.
- Réf. du Programme : PBF/CAF/K-8
- Numero de référence du Projet/MPTF Office:³ 000 76036

Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²

(le cas échéant)

Pays/Localité : République Centrafricaine

Secteur/Thème(s) : Revitalisation économiques des communautés affectées par les conflits

Organisations participantes

- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPMENT (PNUD)

Partenaires de mise en œuvre

- Ministère des Finances et du Budget
- Caisses d'Epargne et de Crédit de Bozoum
- Caisse d'Epargne et de Crédit de Kaga-Bandoro
- Société Financière Africaine de Crédit (SOFIA CREDIT),
- Cellule de Microfinance
- Association Professionnelle des Etablissements de microfinance (APEMF-CA)

Budget du Programme (US\$)

Contribution du Fonds: 800 000 \$

- *le cas échéant, par agence*

Contribution de(s) agence(s):

- *le cas échéant, par agence*

Contribution du Gouvernement:

- *(le cas échéant)*

Autres Contributions [donateur(s)]:

- *(le cas échéant)*

Durée du Programme (mois)

Durée totale (mois): 18 mois

Date de démarrage⁴ (dd.mm.yyyy): 13 août 2010

Date de clôture: Juin 2012
(ou date révisée, le cas échéant):

Date de clôture opérationnelle⁵: Juin 2012

Date prévisionnelle de clôture financière : Juillet 2012

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUM.

³ Le numéro de référence du projet est le même que celui sur le message de notification, aussi appelé "Project ID" sur le [MPTF Office GATEWAY](#).

⁴ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MPTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MPTF Office ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁵ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MPTF Office.

TOTAL: 800 000 \$

Evaluation du Programme

Evaluation – (à joindre le cas échéant)

Oui Non Date : dd.mm.yyyy)

Evaluation à mi-parcours – (à joindre le cas échéant)

Oui Non Date: _ dd.mm.yyyy):

Soumis par:

- Nom: MALO Dominique
- Titre: Expert National au Programme
- Organisation participante (“Lead Agency”):UNDP
- Adresse e-mail:dominique.malo@undp.org

I. OBJECTIFS

Faciliter l'accès des communautés rurales affectées par les conflits aux services financiers de proximité en appuyant l'ouverture ou la consolidation d'agences d'Etablissement de Microfinance (Offre de services financiers) dans les villes pôles de développement de Paoua, Kaga-Bandoro, Bria, Bangassou, Bozoum, Bossangoa, Sibut et Bambari, et en renforçant les capacités des populations bénéficiaires (demande de services financiers).

- ***Principaux résultats et leur contribution par rapport aux objectifs du programme.***
 - Huit agences d'EMF sont opérationnelles et offrent des services financiers diversifiés aux populations dans 08 localités ;
 - Les populations (femmes, jeunes, micro-entrepreneurs) sont formées et ont accès aux services financiers.

Extrants et activités clés:

- 08 agences d'EMF sont opérationnelles dans 08 villes pôles de développement;
 - Les populations sont sensibilisées, informées, formées et ont accès aux services d'épargne, de crédit et de transfert d'argent ; et 50% des bénéficiaires des formations sont des femmes.
- ***Lien entre le programme et le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) guidant les opérations du Fonds/Programme conjoint.***

Le programme vise la réactivation économiques des communautés affectées par les conflits dans huit (08) localités des provinces que sont : Paoua, Kaga-Bandoro, Bria, Bangassou, Bozoum, Bossangoa, Sibut et Bambari en favorisant l'accès des communautés affectées et appauvries par les conflits aux services financiers pour promouvoir les activités économiques, sécuriser les revenus et les transferts contre toutes les formes d'agression et de spoliation, et qui constituent des menaces à la consolidation de la Paix. Il contribue de ce fait à la consolidation de la paix en RCA.

II. RESSOURCES

Ressources financières:

- *Autres sources de financement disponibles pour le programme* : TRAC/UNDP (180 000) ; UNCDF (134 743)
- *Indiquer les révisions budgétaires approuvées par l'organe de décision concerné* : Aucune
- *Indiquer les enseignements tirés et contraintes identifiées dans la gestion des aspects financiers du programme , y inclus l'obtention des transferts, les défis administratives, et/ou autres aspects qui impactent la gestion financière du programme* :

Le transfert était effectif le 13 aout 2010. Toutefois, la clarification de la repartition des ressources entre UNDP et UNCDF a pris du temps. Finalement la gestion des ressources est revenue entièrement au PNUD. Ce délai a induit un retard dans le démarrage des activités qui n'ont effectivement commencé qu'en 2011.

Ressources humaines:

- *Personnel National: Trois (03) au total* dont 01 Expert National au Programme ; 01 Assistant Administratif et Financier (Programme et opération), 01 chauffeur (Programme).

- Personnel International: **Aucun.**

III. ARRANGEMENTS DE GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME

- **Mécanismes de mise en œuvre et impact optimal :** Après publication des avis à manifestation d'intérêt, les soumissions des institutions de microfinance ont été analysées par le Comité d'investissement du Programme auquel a participé le représentant du secrétariat technique du PBF. A l'issue de la réunion du Comité d'investissement et sur la base des allocations, des accords de subvention ont été préparés et signés par le PNUD et l'institution bénéficiaire. Le suivi opérationnel du programme est assuré directement par l'unité de gestion du programme et par le secrétariat technique du PBF qui reçoit les rapports de progrès.
Le programme a été mis en œuvre suivant la modalité Direct implémentation du PNUD.
- **Procédures d'approvisionnement utilisées :** En dépit de la modalité DIM et afin de tenir compte des spécificités techniques des acquisitions pour les institutions de microfinance et ne pas accuser de retard additionnel, le programme a procédé par des avances de fonds sur la base des Performances based agreement signés entre le PNUD et les institutions de microfinance bénéficiaires. La dérogation au standard est l'avance de fonds au lieu de paiement direct.
- **Système(s) de suivi utilisé(s) et enseignements tirés ont été pris en considération dans la gestion du programme, y inclus des actions correctives qui ont été prises :** Le système de suivi comporte les visites de terrain et l'appui conseil à la mise en œuvre des activités. Les réunions à l'occasion de la visite sont sanctionnées par un rapport indiquant les actions à prendre par l'institution bénéficiaire pour éviter des retards dans la mise en œuvre des activités. Toutefois, comme mesures correctives en raison de la recrudescence de l'insécurité dans les localités de Bria, puis de Kaga-Bandoro, les activités ont accusé un retard qui justifie la demande d'une extension sans coût introduite par le programme au comité de pilotage du programme afin que les activités se poursuivent jusqu'en fin juin 2012.
- **Détails des évaluations ou études éventuelles menées sur le programme :**
Le Programme d'Appui à l'Emergence d'un Secteur Financier Inclusif en RCA (PAE/SFI) qui met en œuvre ce programme est en cours d'évaluation indépendante de février à mars 2012. Une réunion a été organisée entre l'équipe d'évaluation indépendante et le secrétariat technique du PBF en février 2012 pour partager les premières conclusions de cette évaluation indépendante. Cette évaluation globale ne dispense pas le programme de l'évaluation prévue par UNPBF.

IV. RESULTATS

Sur la période considérée :

- **Progrès réalisés par le programme par rapport aux objectifs et résultats escomptés et principaux résultats obtenus**

Résultats immédiats (= produits projet) avec référence aux indicateurs:	<p>Résultat attendu 1 : Huit (08) agences d'Etablissement de Microfinance opérationnelles offrent des services financiers diversifiés aux populations dans huit localités</p> <p>Réalisations accomplies : 06 agences opérationnelles offrent des services financiers (Epargne, crédit, transfert d'argent) aux populations dans les localités de Bambari(1), Bossangoa (1), Damara(1), Sibut(1) et Bozoum(2). Les constructions des agences de Paoua, Kaga-Bandoro et Bangassou sont achevées. Leur ouverture au public est prévue pour avril 2012.</p>
	<p>Résultat attendu 2 : Les populations (femmes, jeunes, microentrepreneurs) sont formées et ont accès aux services financiers.</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <p>Accès des populations :</p>

L'appui du PBF a permis l'accès de 5 115 personnes additionnelles à fin décembre 2011 soit au total 14 153 personnes dont 3 963 femmes.

En considérant la baseline de 9038 clients à fin décembre 2010 et la cible de 12 038 clients à fin décembre 2011, le taux de réalisation par rapport à la cible annuelle est de 116%.

En désagrégeant les données, la CEC-Bozoum a atteint 836 adhérents soit 119% de la cible annuelle fixée à 700 adhérents. Les femmes Représentent 18% des adhérents.

Les agences de SOFIA CREDIT de province ont favorisé l'accès de 5 368 personnes aux services financiers dont 29% de femmes.

A Kaga-Bandoro, 273 personnes ont accès aux services financiers dont 45% de femmes.

Information/Formations :

Formation:

Les données cumulées au 31 décembre 11 donnent au total 150 personnes formées dont 58 femmes sur 5 thèmes de formation.

Information et sensibilisation : Les données cumulées au 31 décembre 11 donnent au total 2527 personnes informées et sensibilisées dont 1946 femmes soit 77% et 581 hommes soit 23%

Les ateliers d'information et de sensibilisation portent d'une part sur la connaissance des produits et services financiers et les conditions d'accès aux institutions de microfinance et d'autre part sur l'Education financière des clients.

Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques (effets sectoriels).

- 06 agences opérationnelles pour une cible annuelle de 8 d'ici fin 2011 soit 75% de réalisation ;
- 14 153 personnes dont 3 963 femmes. ont accès aux services financiers pour une cible annuelle de 12 038 clients à fin décembre 2011, soit un taux de réalisation de 116%.
- 2677 personnes informées et/ou formées pour une cible annuelle de 800 personnes d'ici fin 2011 soit 335% de réalisation.

Les efforts doivent se poursuivre en 2012 pour répondre aux attentes des populations notamment des femmes et jeunes membres des groupements et associations dans les localités rurales.

Les réalisations ci-dessus mentionnées indiquent le progrès vers la livraison des produits attendus, notamment l'accès des populations, l'information et la sensibilisation.

La Construction des trois (03) agences sur les quatre (04) prévues est un acquis qui permettra de répondre aux besoins des populations des trois localités.

Les résultants encourageants observés nécessitent dans le cadre d'une prochaine allocation, des ressources additionnelles pour l'extension de la couverture géographique des régions affectées par les conflits telles que Batangafo, Kabo, Ndélé, Markounda et dans les perspectives d'offrir aussi des opportunités aux populations retournées précédemment réfugiées dans les pays voisins.

- **Retards dans l'exécution du programme, nature des contraintes, et mesures prises pour atténuer de futurs retards et les enseignements tirés** : La situation sécuritaire volatile dans les localités ciblées n'ont pas permis l'ouverture des nouvelles agences dans le délai, hormis l'agence de Bozoum construite et ouverte au public dans le délai, l'ouverture des agences de Kaga-Bandoro, Paoua et Bangassou se fera avril 2012 et celle de Bria en juin 2012..
- **Principaux partenaires et leur contribution dans l'accomplissement des résultats.**
 1. Cellule de Microfinance du Ministère des finances et du Budget : Supervision, contrôle et information des acteurs ;
 2. Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance : Formation du personnel des institutions de microfinance, information et sensibilisation des populations.
- **Indiquer tout autre fait marquant et les questions transversales pertinentes** :
Globalement le programme a soutenu la promotion du genre par un accès accru des femmes qui représentent 17 000 bénéficiaires sur un total de 53 138 personnes bénéficiaires des institutions de microfinance appuyées par le programme.
La Cellule de Microfinance du Ministère des finances et du Budget et l' Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance ont été renforcées dans leurs rôles respectifs de Supervision/contrôle et d' information/formation du personnel des institutions de microfinance et des populations.

V. FUTUR PLAN DE TRAVAIL

- Activités et dépenses pour la période 1 Janvier- 30 juin 2012) :

Activités prévues	Période				Dépenses
	Mars	Avril	Mai	Juin	
Fournitures de biens d'équipement aux agences des provinces		X	X	X	113 000 \$
Fournitures de biens et services à la Cellule de Microfinance et à l' Association Professionnelle et appui à la relocalisation.	X	X	X	X	75 000 \$
Information et sensibilisation des populations sur les services financiers	X	X	X	X	27 000 \$
Accompagnement des Femmes et Jeunes micro entrepreneurs des provinces pour l'accès aux services d'épargne et de crédit			X	X	20 000 \$
Formation des groupements des provinces en Education financière		X	X	X	10 000 \$
Mission de suivi de la mise en œuvre des appuis		X	X	X	5 000 \$
TOTAL					250 000 \$

- ***Déviation importante des stratégies, objectifs et résultats-clés initiaux.***

En vue de renforcer les appuis de la Cellule de Microfinance et de l'Association Professionnelle des Etablissements de centrafricains dans la supervision, le contrôle, les activités de formations et d'information des populations, une réorientation stratégique des appuis a été faite en faveur de ces deux institutions clés afin d'accroître leur visibilité et assurer leur présence nécessaire à la professionnalisation du secteur afin d'assurer une meilleure protection des populations rurales des localités ciblées contre les risques de spoliation par des structures informelles non agréées.

VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de verification	Commentaires Éventuels
Résultat 1: Huit (08) agences d'Etablissement de Microfinance opérationnelles offrent des services financiers diversifiés aux populations.							
Résultat 1.1 08 agences de microfinance opérationnelles	Indicateur 1.1.1	09	08	06	03 nouvelles agences construites en instance d'ouverture d'ici avril 2012	Rapports trimestriels 2011	Toutes les nouvelles agences pourraient être opérationnelles d'ici mai 2012
Résultat 2: Les populations (femmes, jeunes, microentrepreneurs) sont formées et ont accès aux services financiers.							
Résultat 2.1 Accès des populations aux services financiers	Indicateur 2.1.1 Personnes beneficiaries de services financiers	9038	12 038	14 153	L'opérationnalisation des agences a favorisé un accès accru soutenu par les campagnes d'information et de sensibilisation	Rapports trimestriels 2011	Malgré ce progrès, les besoins demeurent importants pour accroître le taux d'accès.
Résultat 2.2 Formation et information des populations	Indicateur 2.2.1 Personnes formées	33	100	150	L'appui de l'Association professionnelle a favorisé les formations	Rapports trimestriels 2011	L'extension des institutions en provinces entraîne de nouveaux besoins de formation du personnel et des bénéficiaires.
	Indicateur 2.2.2 Personnes informées	350	700	2527 dont 77% de femmes	L'implication de l'Association professionnelle et de la Cellule de Microfinance a permis d'amplifier les campagnes d'informations	Rapports trimestriels 2011	L'extension des institutions en provinces entraîne de nouveaux besoins d'information des bénéficiaires potentiels des services financiers.



Photo 1 : Travaux de la construction de l'agence SOFIA CREDIT à Paoua située à 505 Km de Bangui.



Photo 2 : Participants à l'atelier d'information et de sensibilisation organisé à Kaga-Bandoro A 382 Km de Bangui.



Photo 3 : Le personnel de la Caisse d'Epargne et de Crédit de Bozoum (situé à 387 KM de Bangui) devant l'agence de la mission Catholique après une séance de travail avec la Cellule de gestion du programme en mission de suivi et de coaching.



Photo 4 : Une mission conjointe du Programme, de la Cellule de Microfinance et de l'Association Professionnelle après une campagne d'information et de sensibilisation des populations à Sibut (200 Km de Bangui).



Photo 5 : Atelier de sensibilisation organisé à Bangui au profit de l'Organisation des Femmes Esther pour le Développement Avec la participation des institutions de microfinance et de l'Association Professionnelle.